



Synergies



Bulletin trimestriel de la CARE-Haïti et du Bureau des Mines et de l'Énergie

Novembre 1998
Premier numéro

Dans ce numéro:

Editorial page 1

L'engagement de l'Etat haïtien dans la solution des problèmes énergétiques du pays

Dieuseul Anglade ... page 2

Dossier : Situation de l'énergie domestique en Haïti

Wilfrid St-Jean et Peter Young pages 3-5

Historique des tentatives menées en Haïti sur les réchauds à charbon améliorés

J-Y Terlinden page 6

Résolutions prises sur l'énergie et l'environnement

Wilfrid St-Jean page 7

Que dit la théorie économique au sujet des programmes de diffusion des réchauds à charbon améliorés ?

J-Y Terlinden page 8

Economisons le bois-énergie pour préserver l'environnement!

Editorial

L'arbre est la principale source d'énergie en Haïti. On s'en sert surtout pour la cuisine, pour certaines activités commerciales et industrielles traditionnelles et, dans une moindre mesure, pour le chauffage. Cette utilisation massive provoque l'étiollement des ressources forestières, qui entraîne à son tour de nombreux problèmes écologiques et sociaux allant bien au-delà de la pénurie de bois : le sol se détériore et retient moins d'eau à mesure que les arbres disparaissent, ce qui provoque désertification dans certaines régions et inondations dans d'autres. Même si la population a conscience des problèmes que cause à long terme cette ponction continue, elle ne peut renoncer à cuisiner et elle est la plupart du temps trop pauvre pour se tourner vers d'autres combustibles. Les solutions proposées vont du reboisement à l'utilisation d'autres sources énergétiques renouvelables (déchets végétaux, biogaz et cuisinières à énergie solaire). Tout en étant importantes, ces possibilités portent sur le long terme et n'ont pas d'incidence sur les usages présents du bois. Le seul espoir immédiat est de réduire la pression actuellement exercée sur les ressources forestières. Une diminution de la consommation, ne

serait-ce que de dix ou vingt pour cent, pourrait avoir des résultats significatifs. On peut y arriver par l'élaboration et la vulgarisation de foyers et de pratiques culinaires plus efficaces. Ces foyers doivent bien entendu être bon marché et répondre aux besoins locaux. Deux types de foyers rencontrent ces critères : les foyers améliorés au charbon, qui réduisent la consommation de charbon de bois d'environ 35%, et les cuisinières à gaz ou au kérosène, solution idéale, dont la diffusion à large échelle permettra de remplacer progressivement le charbon de bois par des combustibles n'ayant aucune incidence sur l'éco-système haïtien.

Ces nouveaux équipements auront par ailleurs l'avantage non négligeable d'améliorer notablement les conditions dans lesquelles sont préparés les repas: la fumée qui s'échappe de feux nus ou de fours inefficaces peut en effet créer un environnement insalubre et malsain, provoquer des troubles visuels ou respiratoires, entraîner des cas de brûlures et d'ébouillantage. Les foyers améliorés au charbon, ainsi que les réchauds à gaz et à kérosène, contribueront par là au confort et à la sécurité des ménagères.

A propos de Synergies...

Synergos est un mot grec qui signifie "travailler ensemble". Une synergie est l'interaction de plusieurs facteurs tel que l'effet global est plus grand que la somme des effets individuels.

Synergies se propose de travailler ensemble sur les problèmes liés à l'énergie et les solutions à y apporter. L'accent est mis sur le secteur des ménages et des petites entreprises, secteur qui consomme, sous forme de bois et de charbon de bois, la plus grande partie de l'énergie en Haïti. L'objectif est d'informer et de permettre aux institutions, organisations et entreprises de partager leurs expériences sur les questions énergétiques.



Arrivée du charbon par bateau à Port-au-Prince

L'engagement des Pouvoirs Publics dans la solution des problèmes énergétiques du pays

Dieuseul Anglade, Directeur Général du Bureau des Mines et de l'Énergie.

L'analyse du bilan énergétique national révèle que le secteur domestique haïtien consomme chaque année 70% de toute l'énergie distribuée dans le pays. Au sein même du secteur domestique, le bois-énergie représente 88% de la quantité totale d'énergie consommée. Des chiffres qui font ressortir l'importance de ce secteur dans la demande globale en énergie du pays. On constate malheureusement qu'il évolue dans une situation d'irrationalité tout à fait préoccupante. La gestion de la demande d'énergie domestique est très approximative et les pouvoirs publics ont décidé de se pencher davantage sur le problème.

Prise de conscience

L'Etat haïtien est conscient que le secteur de l'énergie domestique est trop dépendant du bois-énergie. Il est tout autant conscient des faibles rendements des équipements énergétiques utilisés dans ce domaine et des conséquences des mauvaises pratiques énergétiques sur l'économie et l'environnement haïtiens. C'est pourquoi, depuis 1991, un document de "Stratégie pour l'Énergie Domestique" a été élaboré, grâce à un financement du PNUD et de l'OLADE. Les pouvoirs publics ont décidé d'adopter et de coordonner cette stratégie définie conjointement par le Bureau des Mines et de l'Énergie (BME), le Service des Ressources Forestières (SRF) et le Bureau d'Approvisionnement en Produits Pétroliers (BAPP), avec l'assistance technique de l'ESMAP (Energy Strategy Management Assistance Program). C'est dans ce sens qu'un atelier a été tenu au Kinam II en Janvier 1998 réunissant tous les organismes nationaux et internationaux intervenant dans le domaine, y compris les bailleurs de fonds.

Objectifs

L'un des principaux axes de la politique énergétique et environnementale nationale vise à alléger, à partir de l'année 2002 et durant les dix années suivantes, la pression sur les ressources

ligneuses nationales au moins de moitié par rapport au niveau des prélèvements de 1996, tout en visant à satisfaire la demande énergétique totale par des énergies renouvelables à concurrence de 30% d'ici l'année 2020.

Moyens

Les grands axes politiques que le gouvernement mettra en place, à court et moyen termes, sont les suivants : d'une part établir des normes et des incitations fiscales et économiques appropriées pour faciliter l'ouverture du marché aux sources d'énergie importées en substitution au bois de feu et au charbon de bois pour permettre de satisfaire, outre la demande actuelle, les besoins de

croissance de l'économie. D'autre part, promouvoir l'utilisation de toutes les formes d'énergies renouvelables locales autres que le bois, partout où la faisabilité économique, ainsi que les compétences techniques et administratives sont disponibles ou peuvent être garanties. L'absence de gestion rationnelle, jusqu'à aujourd'hui, des ressources ligneuses locales impose inéluctablement une dépendance croissante vis-à-vis de l'étranger pour satisfaire les besoins énergétiques du pays durant au moins les quinze prochaines années. Le temps nécessaire pour permettre un renouvellement du potentiel national en ressources ligneuses et la mise sur pied d'une structure de gestion rationnelle de celles-ci.



Vente de réchauds améliorés à Port-au-Prince

Dossier : Situation de l'énergie domestique en Haïti

Wilfrid Saint-Jean, BME et Peter Young, CARE

Ce dossier comprend plusieurs volets que nous allons passer en revue successivement dans les trois pages qui viennent. Pour mieux comprendre la place de l'énergie domestique dans le bilan global de la consommation d'énergie en Haïti, nous analyserons d'abord brièvement les sources d'énergie utilisées au plan national avant de placer la loupe sur le secteur domestique et tenter d'analyser ses caractéristiques principales.

termes écologiques. On est bien là dans le noeud gordien du problème ; ce noeud qui, comme disait Balzac, « ne se dénoue pas mais que le génie tranche »...

LES SOURCES D'ENERGIE UTILISEES EN HAITI

Il existe deux grandes catégories d'énergie en Haïti. La première comprend les énergies produites localement qui représentent 80% de la consommation totale d'énergie du pays. La source principale de cette première catégorie est ce qu'on appelle la biomasse, qui comprend le bois de feu, le charbon de bois et la bagasse. La seconde comprend les énergies importées qui représentent les 20% restants du bilan total. Ce sont les produits dérivés du pétrole : essence, gazoil, GPL et kérosène.

L'ENERGIE DOMESTIQUE

Par énergie domestique, on entend énergie utilisée par les ménages et les petites entreprises : les "manje kwit", les boulangeries, les blanchisseries (dry cleaning),...

La consommation de bois est encore plus élevée dans ce secteur : la biomasse représente en effet 95% de la consommation énergétique des ménages et des petites entreprises, bien loin de l'électricité ou du gaz.

Les ménages en consomment 82% et les petites entreprises se répartissent les 18% restants.

Ensemble, les ménages et les petits restaurants de rue (les "manje kwit") consomment 300.000 tonnes de charbon de bois chaque année en Haïti. Ce total représente un peu plus de deux sacs de charbon par mois pour chaque ménage. Le charbon est l'énergie utilisée depuis des siècles dans les villes. Il jouit d'avantages indéniables, outre celui de l'habitude : son prix et sa simplicité d'emploi. Mais le charbon est aussi - et surtout - le facteur majeur de la déforestation d'Haïti. C'est une énergie qui épuise le pays et qui, de surcroît, ne peut être produite sans un gaspillage énergétique considérable : 60% de l'énergie du bois part en effet en fumée lors de sa transformation en charbon.

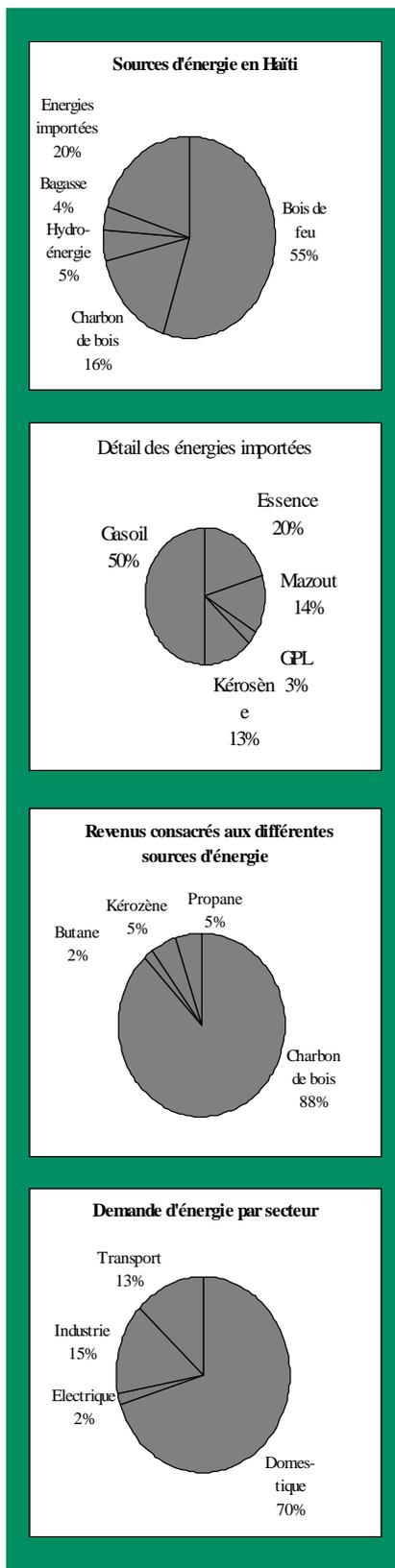
De plus, les terrains privés d'arbres sont exposés à

Où partent les énergies...

On peut distinguer quatre secteurs d'utilisation de l'énergie. Le principal étant le secteur domestique (70%), suivi de l'industrie, des transports et de la production d'électricité (cfr. graphe).

Comment lire ces chiffres ?

Une analyse rapide de ces chiffres globaux ne peut que souligner combien Haïti dépend du bois. Ce n'est pas là une dépendance voulue mais une nécessité résultant de l'absence des ressources qui permettraient d'augmenter les importations de produits pétroliers. Le pays n'a pas les moyens de transformer la structure de sa consommation énergétique; il est incapable d'assumer l'augmentation de ses importations de produits pétroliers. Or, en tant que telle, cette consommation à prédominance ligneuse est catastrophique en



l'érosion, ils deviennent moins fertiles et ne permettent plus de retenir l'eau en cas de forte pluie, d'où des risques accrus d'inondations. Répondre à la demande permanente des villes n'est donc plus tenable pour les campagnes, pourtant cette demande continue de croître au rythme de 5% par an (taux équivalent à celui de la croissance démographique des villes).

Origine du charbon

Les régions du Nord et du Centre ont longtemps fourni la majeure partie du charbon, mais ces régions sont aujourd'hui de plus en plus dépourvues d'arbres. La production s'est alors déplacée : une grande partie des sacs proviennent aujourd'hui du Sud (Grand'Anse). La grande



Vente de charbon de bois au détail

pauvreté des campagnes contribue fortement à encourager la production : l'argent du charbon de bois permet aux paysans de compenser des revenus agricoles en baisse. Sa production représente en effet pour les campagnes une importante source de revenus pour des milliers de personnes. Le charbon crée également de très nombreux emplois dans la distribution et la vente. On peut estimer le revenu annuel total tiré du charbon de bois à 75 millions de dollars US par an, dont le tiers revient aux

paysans qui l'ont produit. Le secteur agricole a évidemment un rôle important à jouer pour augmenter les revenus et réduire ainsi le besoin de vendre du charbon. Ces efforts doivent cependant être complétés : il faut à tout prix parvenir à réduire la demande de charbon, autrement dit... sa consommation !

Un phénomène urbain

Seuls 26% de la population haïtienne consomment du charbon de bois et la très grande majorité habite Port-au-Prince (71%) qui, à elle seule, en consomme environ 550 tonnes par jour, soit 80 camions chargés chacun de 250 sacs ! Le nombre des "manje kwit" augmente toujours dans les rues de Port-au-Prince, on les estime à plus de dix mille ; leur consommation s'ajoute à celle des ménages et le mode de cuisson le plus répandu reste, de très loin, le réchaud à charbon traditionnel. Dans les villes secondaires d'Haïti, le modèle de consommation énergétique est comparable à celui de la capitale (charbon de bois prédominant) à une

différence près : la proportion des ménages utilisant le gaz et le kérosène pour la cuisson des aliments est encore plus réduite et la consommation de bois de feu, plus répandue.

Alternatives : le gaz et le kérosène ?

La consommation annuelle de Gaz à Pétrole Liquide (GPL) en Haïti tourne autour de 6500 tonnes. Des études montrent que ce chiffre a très peu varié ces dix dernières années, et ce malgré les efforts consentis par Shell lors de l'introduction d'un réchaud à gaz simplifié fonctionnant sur des bonbonnes de six livres, le "Bip Tichéri", entre 1990 et 1993.

La consommation en gaz ne représente en effet que 8% de la consommation énergétique totale des villes. Il faudrait la multiplier par 12 (!) pour que le gaz se substitue au charbon... En comparaison, la République Dominicaine (pop.: 7.8 millions) consomme 74 fois plus de GPL que Haïti (pop.: 7.2 millions), ce qui indique que le GPL y est utilisé par les ménages tant urbains que ruraux.

PERSPECTIVES ENVISAGEES POUR LE SECTEUR DOMESTIQUE

Considérations générales

Si on le compare au niveau de vie de la population, le coût des combustibles de cuisson est extrêmement élevé en Haïti. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène : tout d'abord la chaîne de commercialisation du charbon de bois qui, en multipliant les intermédiaires,

augmente d'autant le prix final du charbon. Ensuite la structure monopolistique du gaz liquéfié (GPL) et l'étroitesse de ce marché. Enfin l'ignorance, par la majorité de la population, des avantages importants liés à l'utilisation du kérosène.

La croissance urbaine rapide a modifié radicalement la demande en combustibles domestiques. Cette demande reste cependant très peu sensible aux variations de prix. L'étroitesse du

marché résulte principalement de la faiblesse des revenus et donc de l'absence de possibilité d'épargne par les ménages. Cela a d'importantes conséquences sur la consommation. La majorité des consommateurs d'énergie dans le secteur domestique est forcé de s'approvisionner au détail. Le charbon de bois est acheté par marmite, le bois par trois brindilles, le kérosène par flacon médicinal et, à cause de cette habitude de consommation, la vente du GPL régresse du fait qu'il ne permet pas de pratiquer ce type d'acquisition.

Coût d'un réchaud à gaz ou à kérosène

L'investissement initial à consentir pour l'achat d'un foyer à gaz ou à kérosène limite considérablement l'accès à ces équipements aux couches les plus défavorisées de la population. Et

l'absence de mécanismes de crédits appropriés renforce encore cette situation. En clair, il coûte cher à un ménage d'être pauvre. On sait, par exemple, que l'eau achetée par bidon coûte beaucoup plus cher que l'eau distribuée par les réseaux publics. Les changements dans la demande à travers l'information des usagers sont d'autant plus difficiles que le niveau d'analphabétisme est élevé et les moyens de communication faibles. Les actions de promotion favorisant les économies de charbon de bois ainsi que des solutions de substitution par des combustibles importés n'ont pas eu les résultats escomptés. Ainsi, la campagne publicitaire de promotion du réchaud monofeu à gaz butane (le "Bip Tichéri" de Shell) n'a pas pu maintenir les bons résultats du début à cause du retrait, d'une part, des subventions de l'Etat et, d'autre part, à cause d'un système de distribution et d'un prix du combustible non adaptés au niveau de revenu des utilisateurs de ce réchaud.

Echec jusqu'à présent du gaz et du kérosène

Malgré les campagnes massives de publicité, l'adoption de produits de substitution s'est révélée un échec. Les systèmes de diffusion sont inadaptés et l'équipement initial est hors de portée des usagers potentiels sans système de crédit approprié. Les ménages récemment urbanisés refusent les nouvelles techniques de cuisson. D'où la nécessité d'établir un dialogue avec les utilisateurs pour comprendre leurs besoins. Ce dialogue dépasse la simple sensibilisation trop souvent bâtie autour de l'idée que les ménages sont pris en flagrant délit de mauvaise consommation. Si les ménages pauvres consomment ainsi, c'est qu'ils ont de bonnes raisons de le faire. Le produit de substitution ne doit pas être seulement acceptable, il faut qu'il séduise par des atouts rationnels et culturels. La défense de l'intérêt national est un argument accepté mais qui passe derrière maintes préoccupations quotidiennes comme le manque de revenu, le besoin de nourrir la famille,...

L'économie d'énergie n'est pas nécessairement le meilleur argument de promotion mais peut contribuer à la renforcer. L'utilisation de tech-



Arrivée d'un gazinier en Haïti, au terminal pétrolier de Thor 10 (zone de Carrefour)

niques de vente issues du marketing n'est pas une garantie mais constitue à tout le moins un préalable obligé à toute innovation.

Quelles solutions adopter?

Si l'on veut mener à bien un processus de substitution énergétique, il faut coordonner les politiques d'action sur la demande. Parmi les moyens permettant de le faire, on peut en retenir deux : la diffusion de réchauds améliorés et la substitution par d'autres combustibles. Soit des combustibles classiques d'origine fossile comme les produits pétroliers et le charbon minéral ; soit des combustibles nouveaux dérivés de résidus agricoles ou de charbon de bois local. Mais, pour intervenir sur la demande, le prix des différentes sources d'énergie est un élément essentiel. Les prix devront être déterminés de telle manière que la solution la plus avantageuse pour un utilisateur soit aussi la solution la plus avantageuse pour la collectivité. L'information des usagers sur les moyens de faire des économies d'énergie, en particulier sur les appareils de cuisson, peut contribuer à modifier la demande. Faciliter l'accès des couches défavorisées à l'acquisition d'équipements de cuisson plus économes en énergie est une mesure envisageable. Le crédit de proximité ne peut être mis en place que s'il l'on parvient à une collaboration entre les institutions bancaires traditionnelles et d'autres institutions

avec lesquelles il faut développer des mécanismes appropriés. Certains ont d'ailleurs suggéré de le faire en demandant l'assistance d'institutions bancaires de développement, tel que la Banque Mondiale ou la Banque Interaméricaine de Développement.

Un projet en cours

La CARE et le BME sont actuellement en train de promouvoir la commercialisation et l'utilisation d'un réchaud à charbon amélioré baptisé « réchaud mirak ». Ce réchaud permet de réduire la consommation de charbon de bois de 40% par rapport au réchaud traditionnel. Par ailleurs, des réchauds à kérosène, les mieux adaptés aux ménages haïtiens, ont été testés. Leur diffusion devrait permettre d'offrir un substitut à moindre coût. Il est en tout cas impératif de sortir des querelles académiques sur les mérites comparés de tel ou tel réchaud et de décider plutôt de mener des efforts conjoints importants de marketing pour vaincre la résistance des ménages haïtiens. On sait cependant que la pénétration des produits de substitution dans les ménages restera limitée dans un premier temps à cause des facteurs précités. Cependant, une promotion soutenue peut faire la différence et contribuer à vaincre la résistance des ménages au changement proposé.

Historique des tentatives menées en Haïti sur les réchauds à charbon améliorés

Jean-Yves Terlinden, CARE et Wilfrid St-Jean, BME

Alors que la Care-Haïti et le Bureau des Mines et de l'Énergie s'apprêtent à lancer une campagne nationale de grande ampleur pour la diffusion de réchauds améliorés, il est bon de s'arrêter un instant sur les programmes qui ont précédé celui-ci. Ces diverses expériences permettent en effet d'analyser les obstacles et les imprévus que toute tentative de ce genre affronte inévitablement

Le Bureau des Mines et de l'Énergie

Après de longues études, le BME a mis au point un prototype achevé de réchaud amélioré. Un modèle extrêmement performant, façonné à partir de plaques

Les principales tentatives menées en Haïti

L'APTECH (Appui Technologique) a créé aux Cayes-Jacmel un atelier pour former des réchaudiers et produire des réchauds améliorés. Interrompu en



Réchaudiers au travail à Port-au-Prince

de tôles neuves. Conçu avec un cône de combustion très profond, ce qui permet d'obtenir une forte concentration de chaleur, il était également fermé d'un taquet ajustable régulant l'appel d'air. Autant de caractéristiques techniques qui permettaient à ce modèle de consommer de 40 à 45% de charbon de moins que le réchaud traditionnel à trois pieds. C'est sur la base de ce prototype que la plupart des projets se sont appuyés. Nous allons rapidement les passer en revue.

1991, le projet a redémarré en 1995 et a permis la diffusion de plus de 2000 réchauds. Caritas en a écoulé environ 1000 entre 1990 et 1991 dans la région des Cayes. Le GTIH (Groupe Technologie Intermédiaire d'Haïti) a participé à un projet pilote mené conjointement avec le BME qui a permis de vendre 400 réchauds entre 1990 et 1991. Enfin, la SOCODA (Société Coopérative de Darbone) en a diffusé 250 sur la même période. La crise de 1991 a interrompu la plupart de ces projets.

Association Française des Volontaires du Progrès

La plus grande tentative reste jusqu'à ce jour celle menée par l'AFVP entre 1989 et 1990. L'objectif de ce programme était de diffuser le réchaud sur Port-au-Prince en ciblant tout particulièrement le marché des "manje kwit" (petits restaurants de rue). Entamé en collaboration avec le BME, principalement pour l'étude du modèle, l'AFVP a ensuite mené des enquêtes auprès des ménages et des "manje kwit" pour étudier la faisabilité et les possibilités d'acceptation du réchaud amélioré. Les artisans, formés par l'AFVP, produisaient le réchaud sur schéma identique à celui utilisé pour le réchaud traditionnel. Le but étant que ces artisans restent indépendants avec le nouveau modèle de réchaud et surtout conservent le marché. Dans le même esprit, l'AFVP décida également de leur laisser faire les réchauds en réutilisant des plaques de tôles de récupération (voitures, frigidaires, ...). Six mille réchauds ont ainsi été fabriqués et vendus sur la période 89-90. Le programme sera arrêté au moment de la crise de 1991.

Projets en cours

Outre l'APTECH, qui a relancé sa production depuis trois ans, deux autres projets sont en cours : le Centre Technique Saint Joseph, de Jérémie, a déjà diffusé plus de 500 réchauds et le projet "recho mirak" de la CARE en a diffusé 2000 et en prévoit 15.000 pour 1999. La méthode employée est classique et similaire à celle utilisée en son temps par l'AFVP: formation d'artisans réchaudiers à la fabrication du réchaud amélioré en recyclant, tout comme pour le réchaud traditionnel, des tôles usagées.

Rareté des tôles

Philippe Bécoulet, actuel directeur exécutif du GTIH, nous a expliqué quels sont selon lui les principaux obstacles, ou "goulots d'étranglement", que tout projet de ce type est amené à rencontrer. Un premier problème est celui posé par les matières premières. Dans ce cas : les tôles. Les réchauds

améliorés demandent en effet beaucoup plus de tôles que les réchauds traditionnels. Les tôles utilisées par ces derniers sont des tôles de récupération, provenant de drums, d'anciens frigidaires ou de voitures usagées. Mais il n'en existe pas des quantités illimitées. D'autant que les anciens drums en fer sont de plus en plus remplacés par des drums en plastique. Il est donc à craindre qu'une production massive de réchauds améliorés n'entraîne une rareté de tôles de récupération, donc une augmentation de leur coût en même temps qu'une baisse de leur qualité (on a déjà vu des artisans utiliser des tôles ondulées !) Mais il est tout autant illusoire d'espérer réaliser ce projet en important des feuilles de tôles. Cela grèverait le prix de la principale matière première nécessaire à la fabrication. Ce qui n'est pas envisageable sans de fortes subventions, elles mêmes impossibles tout autant que non souhaitables pour un programme de diffusion à très large échelle.

Difficulté de diffusion

Un deuxième problème important est celui de la diffusion proprement dite du réchaud. L'artisan est en général un mauvais commerçant. Il faut que le réseau traditionnel de l'économie informelle - les artisans, les Mme Sara et les consommateurs - acceptent le nouveau modèle. Mais les réticences sont nombreuses : les commerçantes ne peuvent les transporter aussi facilement que les réchauds traditionnels et craignent une immobilisation importante d'argent. Quant aux consommateurs, ils ont souvent besoin d'un système de crédit pour pouvoir s'offrir un réchaud trois fois plus cher que l'ancien modèle. Selon une enquête menée en 1989 par l'AFVP, 40% des cuisinières des « manje kwit » déclaraient ne pas se soucier d'économiser le charbon. Le coût du combustible ne représentait alors que 10% de leurs coûts totaux. Autrement dit : le passage à un réchaud amélioré ne représentait pas une économie suffisante pour les convaincre d'en faire immédiatement l'acquisition. Par ailleurs, elles disent ne pas pouvoir faire des économies car elles sont souvent pressées - donc doivent activer le feu - et aussi parce que le charbon, souvent médiocre, ne le leur permet pas. Tout projet doit tenir compte de l'ensemble de ces difficultés. C'est un travail de fourmi, il faut gérer une multitude de détails et surtout résister plusieurs années, le temps que le marché prenne le relais de lui-même. N'oublions pas que le réchaud, qu'il soit classique ou amélioré, n'a jamais fait l'objet d'une production industrielle classique... et ces obstacles y sont plus que probablement pour quelque chose.

Résolutions prises sur l'énergie et l'environnement

Wilfrid Saint-Jean

Un atelier sur l'énergie et l'environnement s'est tenu en Haïti les 12 et 13 Janvier 1998. Y ont participé les plus hautes autorités nationales, publiques et privées, ainsi que les institutions internationales et régionales concernées. Au cours de ces discussions, les organisateurs de l'atelier, en l'occurrence, le Bureau des Mines et de l'Energie (BME) et le Ministère de l'Environnement, se sont efforcés d'obtenir des différents acteurs un consensus pour la mise en place d'une politique dans le domaine.

Définition du problème

L'atelier a reconnu que la déforestation constitue un problème grave pour l'environnement et que la consommation du charbon de bois est une des causes principales de cette déforestation. Les résolutions de l'atelier ont surtout rapport aux problèmes rencontrés au niveau de la demande en énergie dont la gestion, jusqu'à présent, a très peu retenu l'attention des décideurs, qu'ils soient publics ou privés. Elles n'ont pas pris en compte les alternatives aux exploitants du bois-énergie, en particulier les actions de reboisement qui sont complémentaires, et qui visent surtout le moyen et le long terme.

Ressources financières

L'atelier a insisté sur la nécessité de faciliter l'accès au financement pour les ménages afin qu'ils puissent acquérir des cuisinières améliorées, qu'elles soient au charbon de bois, au kérosène ou au GPL. L'Etat haïtien est disposé à faciliter l'obtention de ressources financières concessionnaires pour l'exécution des projets dont les études auront démontré un impact important en termes d'économie de charbon de bois. Le secteur privé est invité à entreprendre l'étude d'un système de microfinancement applicable à des projets précis. Ces projets sont basés sur deux grands axes stratégiques, à savoir, d'une part, la promotion de substituts énergétiques

et l'économie du charbon de bois et, d'autre part, la mise en place de structures légales, normatives et institutionnelles adaptées.

Quatre volets

En tenant compte de cette stratégie, un programme d'action en quatre volets, d'une durée de quatre ans, a été adopté. L'objectif est de réduire la consommation annuelle du charbon de bois de 90.000 tonnes.

Le premier volet concerne l'introduction de 70.000 foyers améliorés à charbon dans les résidences de Port-au-Prince et des villes de province, ce qui permettrait d'économiser 20.500 tonnes de charbon de bois par an. Le deuxième volet envisage la mise sur pied d'une campagne d'incitation à une plus grande utilisation du gaz propane et butane (GPL) dans 80.000 résidences, ce qui permettrait d'économiser 35.200 tonnes de charbon. Le troisième volet concerne la commercialisation de 62.000 cuisinières à kérosène performantes avec pour résultat l'économie de 24.200 tonnes de charbon. Enfin, le dernier volet vise la commercialisation de 11.000 foyers améliorés dans le secteur informel ("manje kwit"), avec un potentiel d'économie de 9.100 tonnes de charbon.

Ce programme a été adopté, dans son intégralité, par les participants à l'atelier. Ils se sont engagés à appuyer les efforts qui seront entrepris dans chacun des volets d'activités précités. La Banque Mondiale est prête à faciliter les efforts de coordination auprès des différentes institutions et bailleurs de fonds afin d'assurer les services d'experts et l'obtention des fonds indispensables à la mise en oeuvre et au suivi de ces différents programmes.



Une cantine scolaire fonctionnant au gaz

Ce bulletin trimestriel est une initiative conjointe de CARE et du BME. Il reçoit le soutien financier de USAID, du Gouvernement hollandais et de CARE.

CARE a été fondée en 1945 pour assister les populations en détresse. La section haïtienne a été créée en 1959. Sept cents personnes travaillent en Haïti pour CARE dans des programmes axés sur la santé reproductive, l'agriculture, l'éducation,...

Le BME (Bureau des Mines et de l'Énergie) dépend du MTPTC. C'est un organisme autonome créé en 1986 dont la mission principale est de promouvoir la recherche et l'exploitation des ressources minérales et énergétiques ainsi que les techniques appropriées pour ce faire.

Editeur responsable: Peter Young
Auteurs: P. Young, Wilfrid St-Jean.
Conseiller technique: Bétonus Pierre
Responsable production / mise en page: Jean-Yves Terlinden



Envoyez vos lettres à:
Peter Young / Wilfrid Saint-Jean
Bulletin Synergies, CARE / BME
Rue Grégoire 92, Pétionville, Haïti.
P.O. Box : 15546 Port-au-Prince
Tél.: +509.57.53.89 ou 57.53.58
Fax: +509.57.67.85
E-mail: young@pap.care.org

Que dit la théorie économique au sujet des programmes de diffusion de réchauds à charbon améliorés ?

Jean-Yves Terlinden, CARE

L'évaluation de l'impact de projets d'économie sociale, tel que celui de réchauds améliorés, est forcément informelle... Pour procéder de la manière la plus exacte, il faut ajouter aux méthodes conventionnelles de l'économie traditionnelle, des méthodes additionnelles provenant de l'économie sociale. Nous travaillons en effet ici avec une population qui est soit à la marge, soit en dehors des circuits économiques normaux ; ce ne sont pas de simples mécanismes de marché qui interviennent, il s'agit d'atteindre un équilibre d'intérêts entre producteurs et consommateurs.

Quid des programmes de diffusion de réchauds améliorés ?

L'objectif est le sauvetage d'arbres et de forêts, avec tous les aspects écologiques qui le soutendent. On peut, avec des calculs alambiqués, essayer de montrer combien d'arbres seront épargnés, et quel est le coût de leur remplacement. Mais, d'un point de vue scientifique, ou arithmétique, cela reste de l'ordre d'une estimation brute, du non mesurable. On peut aussi, et c'est ce qui se fait le plus souvent, donner comme mesure du succès d'un tel programme, tout simplement le nombre de réchauds vendus. Pourtant, ce n'est pas non plus une mesure suffisante. En revanche trois points permettraient de mieux mesurer l'impact d'un tel programme : la permanence des réchauds après quelques années de mise en oeuvre ; l'impulsion que le projet donne pour des changements ultérieurs ; la compréhension par la population de l'importance du projet.

Ces trois aspects sont d'ailleurs liés. Si l'activité n'est pas regardée comme significative par les gens eux-mêmes, elle a peu de chance d'atteindre la permanence. Si elle ne permet pas d'impulsions pour des évolutions ultérieures, elle n'aura qu'un impact ponctuel.

Avant de lancer un programme...

La clé de toute l'économie sociale est d'essayer de comprendre les processus de décision des divers groupes, les ressources auxquelles ils ont accès et les contraintes auxquelles ils ont à faire face.

Dans le cas des producteurs par exemple, l'économie classique présumera que la considération clé pour un en-

trepreneur est d'investir ou pas. Ce qui suppose accès au crédit et profit maximum comme motivations. Mais ces considérations n'ont pas lieu d'être dans le secteur informel : les processus de prise de décision de l'artisan réchaudier peuvent varier d'un village à l'autre et leur compréhension nécessite une relation de travail très proche.

Il existe un risque non négligeable, lors de l'élaboration d'un projet de diffusion de réchauds améliorés, de privilégier une production centralisée, tellement plus facile à quantifier. Pourtant, c'est vraisemblablement la production localisée qui réussira à long terme parce que c'est elle et elle seule qui est susceptible d'être significative (sur l'emploi), permanente, car pouvant mieux réagir aux fluctuations de la demande, et stimulante, car permettant un développement économique régional.

De même que pour les producteurs, l'économie sociale doit analyser le comportement des consommateurs autrement que d'après les seuls critères de l'économie classique.

Il faut tout d'abord considérer le niveau de pauvreté : pour atteindre les plus pauvres, il faut s'assurer que leur voix est entendue lors de toute étude d'activités, de contrôle et d'évaluation. Mais la pauvreté ne se mesure pas selon des critères traditionnels : l'utilisation de repères peut être trompeuse ; une famille de huit enfants peut habiter une maison pauvre du fait que tous font des études secondaires. Il faut ensuite savoir comment sont prises les décisions. Les hommes plutôt que les femmes ; ou les vieux plutôt que les jeunes. Afin de connaître la cible des efforts de marketing.

Un écueil à éviter !

Insistons ici sur les risques que peut entraîner un système de subsides : en effet, lorsque la production démarre, la demande dépasse souvent les possibilités de production, les subsides ne sont alors pas nécessaires. Mais ils peuvent même se révéler désastreux : imaginons un réchaud vendu, avec subsides, à un prix de 5\$. Au départ, les gens les plus riches, capables de prendre un petit risque, achètent le réchaud. Le programme subsidié risque alors de s'arrêter juste au moment où les pauvres seront convaincus à leur tour que le réchaud amélioré vaut la dépense. Mais entre temps, le prix sera passé à 10\$, hors de portée des plus démunis.